

## ARRETES, DECISIONS ET AVIS

### MINISTERE DES FINANCES

**Arrêté du 5 Chaoual 1440 correspondant au 8 juin 2019 portant agrément de l'EURL « L'EXCELLENCE ASSURANCE » en qualité de société de courtage d'assurance.**

Par arrêté du 5 Chaoual 1440 correspondant au 8 juin 2019, l'entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée dénommée « L'EXCELLENCE ASSURANCE » gérée par M. Redouane Ilyas, est agréée en qualité de société de courtage d'assurance, en application des dispositions de l'ordonnance n° 95-07 du 23 Chaâbane 1415 correspondant au 25 janvier 1995, modifiée et complétée, relative aux assurances et du décret exécutif n° 95-340 du 6 Joumada Ethania 1416 correspondant au 30 octobre 1995, modifié et complété, fixant les conditions d'octroi et de retrait d'agrément de capacités professionnelles, de rétributions et de contrôle des intermédiaires d'assurance, pour pratiquer le courtage des opérations d'assurance ci-dessous :

- 1- Accidents ;
- 2- Maladie ;
- 3- Corps de véhicules terrestres (autres que ferroviaires) ;
- 4- Corps de véhicules ferroviaires ;
- 5- Corps de véhicules aériens ;
- 6- Corps de véhicules maritimes et lacustres ;
- 7- Marchandises transportées ;
- 8- Incendie, explosion et éléments naturels ;
- 9- Autres dommages aux biens ;

10- Responsabilité civile des véhicules terrestres automoteurs ;

11- Responsabilité civile des véhicules aériens ;

12- Responsabilité civile des véhicules maritimes et lacustres ;

13- Responsabilité civile générale ;

14- Crédits ;

15- Caution ;

16- Pertes pécuniaires diverses ;

17- Protection juridique ;

18- Assistance (assistance aux personnes en difficulté, notamment au cours de déplacements) ;

20- Vie-décès ;

21- Nuptialité-natalité ;

22- Assurances liées à des fonds d'investissement ;

24- Capitalisation ;

25- Gestion de fonds collectifs ;

26- Prévoyance collective.

Toute modification de l'un des éléments constitutifs du dossier portant demande d'agrément, doit être soumise à l'accord préalable de l'administration de contrôle des assurances.

En outre, tout élément nouveau affectant le fonctionnement normal de la société de courtage, doit être porté à la connaissance de l'administration de contrôle, au plus tard, dans un délai de quinze (15) jours.